

Sommaire financier

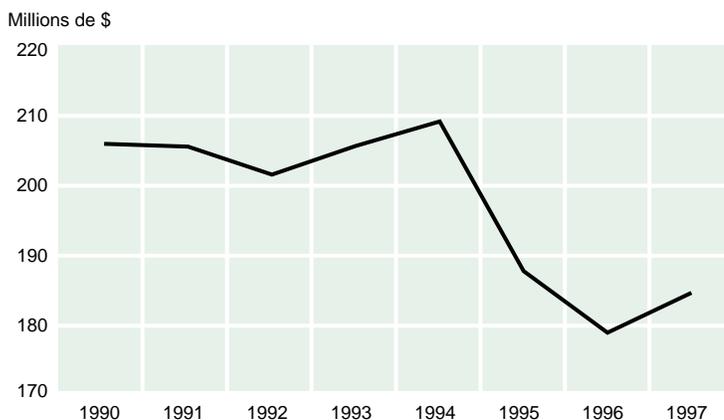
La Banque a procédé à d'importants changements au cours des dernières années afin de se concentrer davantage sur les fonctions autour desquelles s'articule le rôle qu'elle joue à titre d'organisme chargé de la conduite d'une politique publique, sur les besoins de ses clients et sur l'efficacité et l'efficacités de ses opérations. Ces changements se sont traduits par l'instauration de nouvelles méthodes de prestation de services, dont de nouveaux arrangements pour la distribution des billets de banque dans l'ensemble

du pays, et ont donné lieu à une forte réduction des effectifs, à la vente d'un certain nombre d'immeubles et à une diminution des dépenses. Mais la stratégie que la Banque a adoptée l'a également amenée à faire de nouveaux investissements au titre des systèmes, des ressources humaines et de l'équipement, et ce pour qu'elle puisse continuer de fournir des services efficaces et efficaces à l'aube du prochain millénaire.

Le profil d'évolution des dépenses de la Banque (abstraction faite des dépenses exceptionnelles) depuis 1994 montre, d'une part, l'incidence nette de ces nouveaux investissements et, d'autre part, les gains provenant de la rationalisation des activités,

de l'accroissement de l'efficacité et d'une plus grande focalisation sur les fonctions essentielles. De 1994 à 1996, les économies réalisées dans le sillage de la revue fondamentale des activités de la Banque ont été largement supérieures aux nouvelles dépenses d'investissement. En 1997, les coûts liés aux investissements ont amplement neutralisé les économies supplémentaires découlant de la revue des activités effectuée antérieurement.

Ensemble des dépenses d'exploitation



Dépenses d'exploitation

L'ensemble des dépenses d'exploitation a augmenté de 3 % en 1997. Mises à part les dépenses liées à la gestion des titres de dette au détail, que la Banque a commencé à recouvrer auprès du ministère des Finances vers le milieu de l'année, les dépenses d'exploitation sont restées stationnaires. Étant donné que le recouvrement des dépenses liées à la gestion de ces titres a débuté en 1997, la comparaison d'une année à l'autre des dépenses nettes n'est pas significative.

L'accroissement des dépenses globales tient aux investissements qui ont été effectués dans quatre grands domaines, à savoir les technologies nouvelles pour le soutien du programme des titres destinés aux petits porteurs, de la prestation des services de banque centrale et des systèmes d'information; les activités de

recherche, de développement et d'éducation concernant la monnaie; le nouveau programme de la Banque en matière de présence régionale; les initiatives liées au passage à l'an 2000.

Les économies réalisées en 1997 découlent de la mise en œuvre du nouveau système de distribution des billets de banque et du regroupement des opérations sur obligations et des services bancaires. Par ailleurs, les coûts des avantages sociaux ont baissé grâce aux rendements élevés obtenus des actifs du Fonds de pension.

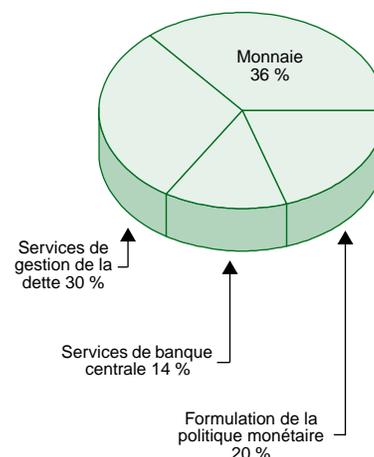
Répartition des dépenses d'exploitation par fonction

En millions de dollars

	1994	1995	1996	1997
Politique monétaire	33,8	33,0	35,0	37,4
Services de banque centrale	19,3	20,8	22,8	25,5
Monnaie	101,4	80,0	69,6	65,7
Services de gestion de la dette				
Services relatifs aux titres destinés aux investisseurs institutionnels	14,0	12,3	9,9	8,4
Services relatifs aux titres destinés aux petits porteurs	40,7	41,7	41,7	47,7
Ensemble des dépenses d'exploitation	209,2	187,8	179,0	184,7
Moins les recouvrements liés aux services relatifs aux titres destinés aux petits porteurs	-	-	-	(28,9)
Autres dépenses (revenus)	-	33,0	34,7	(11,6)
Dépenses nettes	209,2	220,8	213,7	144,2

Les coûts salariaux se sont chiffrés à environ 72 millions de dollars en 1997, ce qui représente une hausse de 1 million de dollars par rapport à 1996. Les coûts liés au personnel régulier ont décliné surtout à cause des fermetures d'agences. En revanche, le coût des effectifs temporaires et contractuels a augmenté en raison d'un recours accru à ce type de ressources pour appuyer le programme des titres au détail et répondre aux besoins de la Banque en spécialistes de l'analyse des systèmes. Bien que le gel des salaires dans la fonction publique fédérale ait été levé en 1997, le Conseil d'administration de la Banque a décidé, plutôt que d'autoriser une hausse générale des échelles salariales, de verser des augmentations représentant au total 1 % de la masse salariale aux employés les moins payés, aux cadres supérieurs et aux employés ayant des compétences clés (spécialistes de la technologie de l'information et économistes) pour lesquelles la concurrence est vive sur le marché et dont les niveaux de rémunération sont bien inférieurs à ceux des marchés de référence. En outre, la Banque a recommencé

Répartition des dépenses d'exploitation par fonction



le 1^{er} janvier 1997 à accorder des augmentations en fonction du rendement à l'intérieur des échelles salariales.

La Banque cherche, lorsqu'elle établit sa politique de rémunération, à se doter d'une structure salariale concurrentielle et équitable et conforme à ses responsabilités en tant qu'institution du secteur public. Pour 1998, le Conseil d'administration a approuvé un relèvement général de 2 % des échelles des salaires ainsi que de nouveaux rajustements visant à rendre la rémunération de certains groupes plus concurrentielle.

Des revenus nets de 11,6 millions de dollars sont inscrits cette année au poste *Autres dépenses*, ce qui tient principalement à un gain de 10,1 millions de dollars résultant de la vente, au cours de 1997, des immeubles de Vancouver, de Halifax, de Calgary et de Regina, dont la Banque n'avait plus besoin par suite de la mise en place de nouveaux arrangements pour la distribution des billets de banque et du regroupement des opérations sur obligations et des services bancaires. Cette vente explique également la baisse de la valeur des *Immeubles de la Banque* inscrite au bilan. Sous *Autres dépenses* figure aussi une somme de 4 millions de dollars que la Banque a obtenue en remboursement des frais divers engagés relativement à la liquidation de la Banque Commerciale du Canada et qui fait partie du paiement final reçu en tant que créancier garanti. Ces gains sont annulés en partie par des dépenses de 2,5 millions de dollars au titre du Programme de réaménagement des effectifs de la Banque. Ce montant a été débloqué en 1997 pour couvrir le coût estimatif des indemnités de cessation d'emploi liées à la décision prise en 1997 de supprimer 50 postes additionnels en deux ans.

Revenus

La Banque a enregistré des revenus totalisant 1,6 milliard de dollars en 1997, soit à peu près le même chiffre qu'en 1996. Ses revenus proviennent surtout des intérêts produits par son portefeuille de titres d'État, qui est financé principalement au moyen des billets de banque qu'elle émet. Les revenus nets versés au gouvernement canadien se sont établis à 1,4 milliard de dollars en 1997, soit le même montant que l'année précédente.

Toutefois, les revenus nets ne constituent pas un bon indicateur de la qualité de la gestion de la Banque. Celle-ci intervient sur les marchés financiers pour réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés en matière de politique monétaire et non pour maximiser ses revenus, ceux-ci étant en grande partie fonction du niveau général des taux d'intérêt. Pour ces raisons, le niveau des dépenses d'exploitation est un meilleur indicateur de l'utilisation que la Banque fait des deniers publics.